



PRÉFET DU GARD

Agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie
Délégation départementale du Gard
Pôle santé environnementale et santé publique

Nîmes, le 27 SEP. 2018

A R R Ê T E préfectoral portant ouverture d'enquêtes publiques

- enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique,
- enquête parcellaire

relatives au captage dit « **du Chemin de MARSILLARGUES** », situé sur le territoire de la commune du **CAILAR**, ayant vocation à assurer la desserte en eau destinée à la consommation humaine de ladite commune et portant, en particulier, sur ses périmètres de protection implantés sur son territoire

COMMUNE DU CAILAR

LE PREFET DU GARD
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de la santé publique et notamment les articles L 1311-1, L.1311-2, L.1321-1 à L.1321-8 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 123-1, L 123-6, L 214-1 à L 214-6, R 123-1 et suivants et R 214-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant,

VU la délibération du conseil municipal de la commune du **CAILAR** du 29 janvier 2015 demandant la déclaration d'utilité publique du captage dit « **du Chemin de MARSILLARGUES** » et de ses périmètres de protection,

VU la décision n° 30-2017-12-04-002 du 4 décembre 2017 fixant la liste départementale annuelle d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour le département du Gard et au titre de l'année civile 2018,

VU la décision n° E18000127/30, en date du 6 septembre 2018, du Tribunal Administratif de NÎMES, désignant Monsieur Gérard BRINGUE commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral (n° 2013-SEI-GUE n° 0010) du 11 juin 2015 portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement et concernant l'exploitation du captage dit « **du Chemin de MARSILLARGUES** » par la commune du **CAILAR**,

VU la notice explicative de la délégation départementale du Gard de l'agence régionale de santé en date du 20 août 2018,

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,

ARRÊTE

ARTICLE 1er -

Il sera procédé sur le territoire de la commune du **CAILAR** :

- à une enquête en vue de la déclaration d'utilité publique du captage d'eau destinée à la consommation humaine dit « **du Chemin de MARSILLARGUES** », situé sur la commune du **CAILAR**, et de ses périmètres de protection implantés sur le territoire de cette même commune ;
- à une enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités et de l'institution des servitudes afférentes à ceux-ci.

Ce captage a pour vocation d'assurer la desserte en eau destinée à la consommation humaine de la commune du **CAILAR**.

Monsieur Joël TENA, maire du **CAILAR**, est le responsable du projet soumis aux présentes enquêtes. Il lui revient de fournir toutes informations utiles pour la bonne compréhension de ce projet. L'adresse électronique de cette mairie permettant de prendre connaissance du présent dossier est : <http://lecailar.fr/enquete-publique>.

ARTICLE 2 -

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :
Monsieur Gérard BRINGUE. Technicien supérieur en chef des Travaux Publics de l'Etat.

ARTICLE 3 -

Le commissaire enquêteur assurera des permanences en mairie du **CAILAR** et procédera en cette qualité conformément aux dispositions ci-après.

La mairie du **CAILAR** sera le siège des enquêtes.

ARTICLE 4 -

Les dispositions du code de l'environnement seront respectées.

ARTICLE 5 -

La déclaration d'utilité publique du captage dit « **du Chemin de MARSILLARGUES** » visé dans le présent arrêté entraînera l'instauration de périmètres de protection destinés à préserver son environnement :

- un Périmètre de Protection Immédiate,
- un Périmètre de Protection Rapprochée,
- et un Périmètre de Protection Eloignée.

La déclaration d'utilité publique confèrera à monsieur le maire du **CAILAR** la possibilité de procéder pour le captage visé dans le présent arrêté :

- à l'expropriation, si nécessaire, des terrains constituant le Périmètre de Protection Immédiate, lequel devra appartenir en pleine propriété à la collectivité ;
- à l'instauration, si nécessaire, de servitudes d'accès à ce Périmètre de Protection Immédiate ;
- à l'instauration de servitudes correspondant à des interdictions et/ou des réglementations d'activités dans le Périmètre de Protection Rapprochée,
- et à la réglementation d'activités dans le Périmètre de Protection Eloignée.

Ces Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée concerneront la seule commune du **CAILAR**.

ARTICLE 6 -

Le dossier d'enquêtes sera déposé en mairie du **CAILAR** pendant 33 jours consécutifs, du **lundi 29 octobre 2018 à 9 h au vendredi 30 novembre 2018 à 17 h**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture des bureaux (du lundi au jeudi de 9h à 12h et de 14 h à 17 h30 et le vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h) et consigner éventuellement ses observations sur un registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire enquêteur et qui sera ouvert au même lieu.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition des intéressés qui désireraient lui faire part directement de leurs observations en mairie du **CAILAR** :

- **le lundi 29 octobre 2018 de 9 h à 12 h**
- **le mercredi 14 novembre 2018 de 14 h à 17 h**
- **et le vendredi 30 novembre 2018 de 14 h à 17 h**

Les intéressés auront la possibilité de faire parvenir leurs observations par lettres adressées pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur domicilié en mairie du **CAILAR (Mairie du CAILAR-Place Ledru Rollin-30740 LE CAILAR)**. Il pourra également être fait usage de l'adresse électronique de la mairie de cette commune suivante : accueil@communelecailar.fr en précisant : « enquête publique DUP/enquête parcellaire : à l'attention de Monsieur Gérard BRINGUE, commissaire enquêteur ». Ces messages électroniques seront imprimés et insérés dans le registre d'enquête par les soins du secrétariat de la mairie du **CAILAR**.

Le commissaire enquêteur annexera ces courriers et messages électroniques dans le registre d'enquête.

ARTICLE 7 -

A l'expiration du délai prescrit, le registre d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

ARTICLE 8 -

Après la clôture de cette enquête d'utilité publique, le commissaire enquêteur convoquera dans la huitaine le pétitionnaire, soit monsieur le maire du **CAILAR**, et lui communiquera sur place ses observations écrites et orales, celles-ci étant consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de 15 jours, un mémoire en réponse.

ARTICLE 9 -

Dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur enverra le dossier d'enquête d'utilité publique à monsieur le délégué départemental du Gard de l'agence régionale de santé d'Occitanie (6, rue du Mail-CS 21001-30906 NÎMES Cédex 2) avec ses conclusions motivées sur l'utilité publique du projet en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération.

ENQUÊTE PARCELLAIRE

ARTICLE 10 -

Le plan parcellaire, la liste des propriétaires et un registre d'enquête ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront également déposés en mairie du **CAILAR** et ce, pendant le délai fixé aux jours et heures indiqués à l'Article 6. Ces documents seront complétés par un registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire enquêteur et qui sera ouverts au même lieu.

Les intéressés ou leurs mandataires pourront consigner sur ce registre leurs observations relatives aux limites des périmètres de protection du captage dit « **du Chemin de MARSILLARGUES** » et aux terrains à grever de servitudes ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur domicilié en mairie du **CAILAR (Mairie du CAILAR-Place Ledru Rollin-30740 LE CAILAR)**. Il pourra également être fait usage de l'adresse électronique de la mairie de cette commune suivante : accueil@communelecailar.fr en précisant : « enquête publique DUP/enquête parcellaire : à l'attention de Monsieur Gérard BRINGUE, commissaire enquêteur ».

Le commissaire enquêteur annexera ces courriers et messages électroniques dans le registre d'enquête.

ARTICLE 11 -

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur, après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer, donnera son avis sur l'emprise des périmètres de protection projetés et dressera procès-verbal de ces opérations, puis fera parvenir le dossier d'enquête parcellaire à monsieur le délégué départementale de l'agence régionale de santé d'Occitanie en même temps que celui d'enquête d'utilité publique.

ARTICLE 12 -

Notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie du **CAILAR** sera faite, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par monsieur le maire du **CAILAR**, à chacun des propriétaires concernés.

La notification du présent arrêté sera faite notamment en vue de l'application des articles suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit :

Article L.311-1 :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usagers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. »

Article L.311-2 :

« Le propriétaire et l'usager sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. »

Article L.311-3 :

« Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L. 311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils sont déchus de tous droits à indemnité. »

ARTICLE 13 -

Un avis relatif à l'ouverture de ces enquêtes sera, par les soins de monsieur le maire du **CAILAR**, affiché notamment sur des panneaux d'affichage extérieurs de cette mairie et publié par tous autres procédés en usage dans cette commune 15 jours au moins avant le début des enquêtes et durant toute la durée de celles-ci.

Cet avis sera, en outre, inséré, par les soins de monsieur le délégué départemental du Gard de l'agence régionale de santé d'Occitanie, en caractères apparents, dans deux journaux publiés dans le département du Gard, quinze jours au moins avant le début des enquêtes et rappelé dans les 8 premiers jours de celles-ci dans les mêmes journaux. Ces insertions seront faites aux frais du pétitionnaire.

Cet avis et le présent arrêté d'ouverture d'enquêtes publiques seront accessibles sur le site INTERNET de la Préfecture du Gard aux adresses suivantes : <http://www.gard.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques> et <http://www.gard.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Captages-d-eau-destinee-a-la-consommation-humaine>.

En outre, dans les mêmes conditions de délais et de durée et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procèdera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation de ce projet. Ces affiches devront être visibles et lisibles à partir de la voirie publique et mesurer au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comporteront le titre « Avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations en caractères noirs sur fond jaune (Arrêté ministériel du 24 avril 2012).

Au terme de ces enquêtes publiques, ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage et de publication de monsieur le maire de la commune du **CAILAR** ainsi que par un exemplaire des journaux susdits. Ces pièces visées par le commissaire enquêteur seront annexées au dossier d'enquêtes.

ARTICLE 14 -

Les présentes enquêtes publiques ont pour vocation de permettre à Monsieur le préfet du Gard de signer un arrêté :

- portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage dit « **du Chemin de MARSILLARGUES** » en application de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique,
- déclarant cessibles les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection et à l'exploitation du réseau public d'eau destinée à la consommation humaine en application de l'article susvisé,
- portant autorisation de traitement de l'eau distribuée en application des articles R 1231-1 et suivants du Code de la Santé Publique,
- et portant autorisation de distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine dans la commune du **CAILAR** en application des articles susvisés.

ARTICLE 15 -

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture du Gard,
Monsieur le maire de la commune du **CAILAR**,
Monsieur le commissaire enquêteur,
Madame la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Madame la présidente du Tribunal Administratif de NÎMES,
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer.

Le préfet

Pour le Préfet.
Le Secrétaire général
Monsieur de C.

François LALANNE